

*Initiatives ministérielles*

Le gouvernement a commencé par déchirer le contrat social. Nous avons eu pendant des décennies et des décennies un contrat social qui nous distinguait des États-Unis. Au Canada, le gouvernement, le patronat et les syndicats formaient un partenariat, une sorte de contrat social, si vous préférez; quoi qu'il en soit nous pouvions compter sur cela.

Cela a fait une différence au Canada, qui est en tout cas très différent des États-Unis. Cela a fait de notre pays un des meilleurs au monde, mais la situation se dégrade, et très rapidement d'ailleurs, parce que nous avons un gouvernement conservateur qui veut que la loi de la jungle régisse le Canada.

Ce gouvernement privilégie beaucoup des mots tels que compétitivité et mondialisation. Si seulement nous devenions compétitifs, tout deviendrait simple. On peut nous abandonner aux forces brutales du marché, car si nous sommes compétitifs, tout ira bien. Il suffit de laisser toute latitude à la grande entreprise, et les avantages qui résulteront de ses efforts se répercuteront peu à peu sur nous, les gens ordinaires. C'est un rêve magnifique, mais impossible.

Parlons donc du plafonnement du RAPC. Les conservateurs soutiennent qu'il est essentiel de plafonner l'aide sociale et les paiements de transfert à l'Ontario, à l'Alberta et à la Colombie-Britannique parce qu'au bout du compte, il faut réduire le déficit. Le gouvernement doit, d'après lui, réduire ses dépenses et dégraisser son budget. Il prétend que cette mesure particulière lui fera réaliser une économie de 340 millions de dollars. Nous avons entendu ce refrain très souvent. Pratiquement toutes les mesures que prend ce gouvernement ont pour objet de réduire le déficit et, pourtant, aussi étrange que cela paraisse, le déficit persiste. Il varie à peine. Après presque sept ans de ce gouvernement conservateur, même si nous avons connu des années formidables au point de vue économique, le déficit demeure et la dette augmente. D'ailleurs, cette dette est en hausse constante. Quel est donc le résultat des mesures draconiennes que prennent les conservateurs? Il est mince.

Cela soulève la question, monsieur le Président, de l'équité. Avec cette mesure, les conservateurs disent aux pauvres de l'Ontario, aux pauvres de l'Alberta et aux pauvres de Colombie-Britannique: «Vous allez devoir vous satisfaire de moins.» Où est l'équité là-dedans? Qu'ont fait les conservateurs dans le cas du libre-échange, monsieur le Président? Ils ont donné aux gran-

des entreprises, particulièrement aux multinationales, un chèque en blanc. «Faites ce que vous voudrez.»

Je pense, monsieur le Président, que pendant un moment les petites entreprises ont cru qu'elles bénéficieraient de l'Accord de libre-échange. Elles se disaient que, si la grande entreprise prospérait, la petite entreprise en profiterait également. Ce n'est pas ce qui s'est produit. Aujourd'hui, les petits entrepreneurs sont peut-être les habitants de ce pays les plus déçus, et cela parce qu'ils se rendent maintenant compte que le programme des conservateurs n'est pas en faveur de la petite entreprise. Il est pour la grande entreprise qui, pour l'essentiel, est basée à New York, Los Angeles, Chicago ou Londres. Il n'est pas pour votre petit détaillant installé, par exemple, sur l'avenue Portage à Winnipeg.

Alors je vous le demande, monsieur le Président, est-ce juste? Les conservateurs demandent aux petites gens de se serrer la ceinture et de vivre avec moins, mais les gros, eux, on leur donne davantage. Est-ce juste? Et la TPS? Du fait de la suppression de l'ancienne taxe de vente, elle a aidé, à juste titre, les exportateurs, mais que dire des autres Canadiens? Qu'en ont-ils tiré? Ils paient davantage; ils se font exploiter. On leur demande de payer plus, et c'est pourquoi je vous demande, monsieur le Président, si c'est juste.

Voilà un gouvernement qui réduit sans cesse ses dépenses, qui n'arrête pas de retrancher, mais qui demande constamment aux Canadiens de donner un peu plus et de se saigner un peu plus, ce qui fait que nous avons aujourd'hui 600 000 personnes qui doivent s'adresser aux banques d'aliments, dont un tiers de ceux-ci sont des enfants.

• (1110)

Au Canada, un million d'enfants vivent dans la pauvreté. Est-ce juste, surtout quand on regarde certaines des mesures draconiennes mises en place par le gouvernement fédéral? En ces temps économiques difficiles, quand les gens se ressentent durement de la récession et des mesures prises par le gouvernement, que dit le gouvernement à propos des énormes salaires que gagnent les premiers dirigeants de certaines des plus grandes entreprises du pays? Il ne dit rien.

L'autre jour, j'ai lu dans le journal que, cette année, les salaires de ces dirigeants au Canada augmenteraient en moyenne de 7 p. 100. Je me demande combien de travailleurs vont avoir de telles augmentations. Pas tellement. Même que beaucoup d'entre eux vont perdre leur emploi.